

Paradoxe et mensonges du mariage pour tous

par Danièle Masson

Christiane Taubira nous dit du projet qui porte son nom qu'il s'agit d'une « *réforme de civilisation* ». Nous disons, nous, qu'il s'agit d'une « *rupture de civilisation* »... car toutes les sociétés organisées ont défini le mariage comme l'union légitime d'un homme et d'une femme. Même l'antique cité grecque, si ouverte à l'homosexualité, qu'on l'appelle *l'amour grec*, n'a jamais dénaturé le mariage.

C'est pour sauvegarder cette civilisation que les familles de France se sont rendues au rendez-vous historique du 13 janvier 2013, en un mouvement qui a dépassé en ampleur la grande manifestation pour l'école libre de 1984, malgré le mensonge d'État sur les chiffres.

Et d'ailleurs, le mariage pour tous est un paradoxe, un mensonge, une imposture, une tartufferie.

- Un mensonge, parce qu'il n'est pas pour tous, puisqu'il n'est pas encore ouvert à l'inceste et à la polygamie.

- Un mensonge, parce qu'il n'est pas un mariage, mais une parodie de mariage. Le mariage était, nous disait-on, dépassé, démodé, ringard. Pourquoi est-il devenu un droit si passionnément recherché ?

Caroline Mecary, chef de file du groupuscule LGBT (lesbiennes, Gays, bis, trans, pour les non-initiés), en fait l'aveu. Je la cite : « *il faut achever la sécularisation du mariage, en supprimant l'obligation de fidélité et la présomption de paternité* ». Et Clémentine Autain, en 2004, dans *Libé* : « *l'ouverture aux Gays et aux Lesbiennes serait un pied de nez à la conception traditionnelle du mariage, le brouillage des identités* ». Quel aveu !

Le brouillage des identités, nous y sommes. Pour Caroline et Clémentine, ce qui compte ce n'est pas le sexe réel mais l'orientation sexuelle, à chacun de choisir son sexe, au point que chacun peut se construire, se déconstruire, se reconstruire. Là est la véritable homophobie : réduire l'être à ses pulsions, et lui refuser la liberté de *devenir ce qu'il est*. C'est le moment de relire Aldous Huxley et son *Meilleur des mondes* : « *à mesure que diminue la liberté économique et politique, la liberté sexuelle a tendance à s'accroître par compensation [...]. Le dictateur fera bien d'encourager cette liberté-là [...], elle contribuera à réconcilier ses sujets avec la servitude qui sera leur sort.* ».

Le paradoxe est que les écologistes, pourfendeurs des OGM et autres pollutions réelles ou supposées, au nom du respect de la nature, soient favorables à toutes les manipulations, à tous les bricolages, quand il s'agit de la nature humaine.

Eh bien, nous, nous croyons à l'écologie humaine, et qu'il faut respecter, aussi, la nature humaine

L'imposture, le mensonge atteignent des sommets quand il s'agit des enfants. Séparer le mariage de l'adoption ? Mais le mariage par lui-même donne droit à l'adoption. Christiane Taubira, dès le premier jour du débat, mardi 29 janvier, a dit, je la cite : « *les couples homosexuels auront le droit d'adopter dans les mêmes conditions que les couples hétérosexuels* ».

Mensonge encore, parce que ne pouvant adopter, ils auront recours, pour les femmes, à la PMA, pour les hommes, à la GPA... (Procréation Médicalement Assistée, Gestation Pour Autrui)... c'est-à-dire l'instauration d'une relation clients-

fournisseurs, et la marchandisation des corps. On est proche du *Meilleur des mondes* d'Huxley, des bricolages génétiques, et pourquoi pas, prochaine étape, du clonage reproductif.

C'est au nom du droit des enfants – droits élémentaires d'avoir un père et une mère – que nous souhaitons le retrait pur et simple du projet de loi. Caroline Fourest vient de nous dire ceci : « *prétendre qu'un enfant naît d'un père et d'une mère, c'est arrogant* » ! Eh bien, Caroline, s'est au nom du réel que nous revendiquons cette arrogance, pour que des enfants ne deviennent pas des enfants de seconde zone, parce que l'on leur aura menti en leur faisant croire qu'ils ont deux papas ou deux mamans.

On ne ment pas aux enfants. Et le paradoxe est que l'on revendique l'égalité des droits pour les individus et que l'on propose un projet de loi discriminatoire et injuste pour les enfants. Faut-il rappeler les paroles de Lionel Jospin le 16 mai 2004 : « *l'enfant n'est pas un bien que peut se procurer un couple hétérosexuel ou homosexuel, il est une personne née de l'union d'un homme et d'une femme* ».

Mais, dans le grand marché aux puces des droits, on exige le droit à l'enfant en ignorant les droits de l'enfant. Eh bien, rappelons que le mariage n'est pas un droit mais une institution, et qu'il n'appartient pas au Parlement d'en redéfinir les contours.

Le mariage homosexuel, ce serait un monde indifférencié où l'altérité des sexes disparaîtrait au profit de la parentalité. Taubira avait affirmé que les termes *père* et *mère* ne disparaîtraient pas du Code civil. Mais sur Canal+, le 11 janvier, elle rectifiait : « *chaque fois que cela a été nécessaire, nous avons effectivement remplacé les mot père et mère, parce que nous ne faisons pas semblant de faire des réformes* ».

Déjà, sur les nouvelles demandes de cartes SNCF de famille nombreuse, les termes *père* et *mère* ont été remplacés par parent 1 et parent 2. Déjà, des professeurs des écoles renoncent à évoquer la Fête des Mères, pour ne pas heurter ceux qui n'ont que deux papas.

Alors que faire ?

Demander un référendum ? Mais nos banderoles affirmaient : « *tous nés d'un homme et d'une femme* », et « *un père, une mère, c'est élémentaire* », c'est le bon sens, c'est l'évidence, c'est la loi naturelle, et l'on ne met pas aux voix la loi naturelle. Mais si stratégiquement c'est l'argument de la dernière chance alors oui demandons que soit donnée la parole au peuple.

François Hollande avait promis de consulter les Français sur les questions sociales. Le mariage homosexuel ne serait-il pas une question sociale ? Non, nous répondent-ils doctement, c'est une question sociétale... et donc un référendum serait anticonstitutionnel. L'ennui est que Dominique Bertinotti, ministre délégué chargé de la famille – *des familles* préfère-elle dire – est sous tutelle du ministre des Affaires sociales ! Et d'ailleurs le mot "sociétal" n'existait pas en 1958, au moment de l'écriture de la Constitution.

En vérité ce gouvernement pense ce qu'avait prédit Bertold Brecht : « *Quand un peuple n'est pas d'accord, il faut changer de peuple* ». Si tout moyen de nous faire entendre nous est refusé, les urnes de l'alternance nous offriront une solide possibilité d'appel, car on ne combat pas durablement les lois politiques par une posture d'apolitisme de principe.

On pouvait lire sur une banderole de contre-manifestants, à Marseille, le 17 novembre : « *notre modèle social est mort... bienvenue à Sodome et Gomorrhe !* »... Seulement, Sodome et Gomorrhe, ça finit mal...

Une société peut survivre à une crise économique, elle ne peut pas survivre à une crise qui remet en cause ses structures et ses fondements. Nous avons la responsabilité historique de préserver notre État civil, notre société, notre humanité... assumons-la :

Non à la culture de Sodome et Gomorrhe, oui à la civilisation de la vie !